Le système éducatif de l'Azerbaïdjan

Lisa Bydanova

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/8093>
DOI : 10.4000/ries.8093
ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2019
Pagination : 25-31
ISBN : 978-2-85420-623-4
ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Lisa Bydanova, « Le système éducatif de l'Azerbaïdjan », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 80 | avril 2019, mis en ligne le 01 avril 2021, consulté le 24 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/8093> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.8093>

Ce document a été généré automatiquement le 24 juin 2021.

© Tous droits réservés

Le système éducatif de l'Azerbaïdjan

Lisa Bydanova

- 1 La République d'Azerbaïdjan est une ancienne république soviétique, qui a gagné son indépendance au moment de l'éclatement de l'URSS, en 1991. Ce pays est aujourd'hui membre de plus de quarante organisations internationales, dont l'ONU, le Conseil turcique, la Communauté des États indépendants, l'Organisation de la coopération islamique et le Conseil de l'Europe.
- 2 C'est un pays à revenu intermédiaire, situé entre la Russie (au nord), l'Iran (au sud), l'Arménie, la Turquie et la Géorgie (à l'ouest). En raison de la richesse de ses ressources naturelles, la croissance avance à grands pas et le niveau de vie de la population augmente ; l'Azerbaïdjan pourrait bientôt rejoindre le groupe des pays à revenu élevé. Le pays a connu une croissance importante au cours de la dernière décennie, grâce aux recettes tirées du pétrole et du gaz, qui représentent 95 % de ses exportations et 75 % des recettes de l'État.
- 3 En 2019, sa population a atteint 10 millions d'habitants pour une superficie de 86 600 km². Le conflit non résolu dans et autour de la région du Haut Karabakh a provoqué le déplacement d'environ 7,4 % de la population. Selon les autorités du pays, environ 20 % du territoire actuel sont considérés comme étant occupés par l'Arménie. 96,5 % de la population sont musulmane (à prédominance shiite) et on trouve également une petite minorité de chrétiens (3 %) ; 92 % de la population sont azéris, les autres groupes ethniques présents étant lezghine (2 %), russe (1,3 %), arménien (1,3 %), talyshe (1,3 %) et autres (2,4 %).
- 4 Le niveau d'alphabétisation est élevé. Il est quasiment universel pour la population âgée de 15 ans et plus (97,8 %). Une différence entre le milieu urbain et le milieu rural existe cependant (98,9 % vs 96,4 %). Ce taux est également plus faible pour la population féminine (92,6 %), avec seulement 88,6 % pour la population féminine en milieu rural.
- 5 La langue azérie est la langue nationale pratiquée par 92,5 % de la population. La langue russe, pratiquée par une importante partie de la population en raison du passé soviétique, est aujourd'hui enseignée à l'école comme une langue étrangère. L'enseignement dans les établissements scolaires et à l'université peut être dispensé en langues azérie, russe ou anglaise (par exemple, dans les écoles internationales).

- 6 Dans la continuité de l'époque soviétique, le système éducatif azéri a gardé son caractère laïque et l'enseignement est gratuit et obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 15 ans. L'enseignement de base est divisé en trois niveaux (primaire, secondaire général et secondaire) et concerne les élèves âgés de 6 à 17 ans. Au niveau de l'enseignement préscolaire, la classe préparatoire (destinée aux enfants de 5 ans) est en cours de généralisation progressive¹. Le secteur de la formation professionnelle est divisé en deux niveaux : formation professionnelle initiale (délivrée par des lycées professionnels transformés récemment en « centres polyvalents ») et la formation professionnelle secondaire (dispensée par des « colleges »). Au niveau de l'enseignement supérieur, le grade de *bachelor* est délivré après quatre années d'études et celui de « master » après deux années supplémentaires, soit six années d'études à l'université ou dans un établissement d'enseignement supérieur. Au niveau des études de 3^e cycle, l'ancien système soviétique en deux niveaux (candidat des sciences et docteur ès sciences) est encore en place, mais son remplacement par un système d'études doctorales avec délivrance du diplôme de « docteur » est actuellement en cours.

Réformer le système éducatif dans un nouvel État indépendant : un processus en deux étapes

- 7 L'avènement d'un nouvel État indépendant a nécessité de redéfinir les fondements du secteur éducatif, afin de le rendre compatible avec les principes démocratiques et de l'économie de marché dorénavant en vigueur. L'éducation est déclarée domaine prioritaire de la politique nationale du nouveau gouvernement (voir l'article 42 de la Constitution et la *Loi sur l'éducation*) et une première vague de réformes se met en place dans les années 1990.
- 8 Cependant, les difficultés de la transition économique secouent fortement le pays et le secteur éducatif en fait les frais. Les subventions publiques, source principale de son financement jusqu'alors, baissent subitement de façon drastique. L'image sociale et les conditions de travail de la profession enseignante se dégradent rapidement et beaucoup d'enseignants quittent le secteur pour des emplois plus lucratifs. Les bâtiments scolaires, sans financements publics, tombent en ruines dans certaines régions, rendant l'accès à l'éducation difficile pour certaines catégories de la population. Les manuels scolaires ont besoin d'être remis à jour et les méthodes pédagogiques utilisées par les enseignants nécessitent d'être modernisées, en adéquation avec les standards internationaux.
- 9 Les résultats décevants de l'Azerbaïdjan dans les enquêtes internationales dix ans après le début des premières réformes sont probablement la conséquence de ces turbulences. Dans le PISA 2009, l'Azerbaïdjan se situe en avant-dernière position (64^e place sur 65 pays participants) pour les épreuves de lecture, en 45^e position pour les épreuves de mathématiques et en 63^e pour les épreuves de sciences. Fort de l'ambition de développer le pays et de lui donner sa juste place dans l'économie mondiale, le gouvernement azéri est conscient de l'urgence de soutenir et réformer à nouveau le secteur éducatif.
- 10 Une deuxième vague de réformes se met en place dans les années 2010. Elle est accompagnée de financements publics plus conséquents, que l'économie pétrolière plus solide peut dorénavant permettre.

- 11 La stratégie nationale pour le développement du secteur éducatif, adoptée par décret présidentiel en 2013, indique cinq axes pour la rénovation du système éducatif. Le premier axe, qui concerne la mise en place de l'éducation basée sur l'approche par compétences et centrée sur l'apprenant, prévoit la modernisation des programmes nationaux à tous les niveaux d'enseignement, du préprimaire à l'enseignement supérieur. Le deuxième axe, portant sur la modernisation des ressources humaines du secteur éducatif, vise à soutenir les enseignants dans la rénovation de leurs compétences pédagogiques. Le troisième axe touche à la gouvernance et à la collecte des données, afin d'améliorer la transparence et l'efficacité. Le quatrième axe concerne la rénovation des infrastructures éducatives permettant un accès plus large à l'éducation de toutes les catégories de population (notamment les adultes et les élèves à besoins spécifiques) et une utilisation systématique des TICE. Le cinquième axe vise à revoir les modèles de financement existants. Ceci impliquerait une plus grande autonomie des établissements en vue de mobiliser de nouvelles sources de financements et de commercialiser leurs services, de permettre le passage au financement en fonction du nombre d'élèves inscrits et la création d'un Fonds de développement du secteur éducatif.
- 12 Les résultats de ces nouvelles réformes sont dans certains cas satisfaisants, mais dans d'autres plus mitigés, comme nous le verrons plus loin.

L'enseignement de base : répondre aux défis d'accès et de qualité

- 13 Au niveau de l'éducation préscolaire, seuls 11 % des enfants suivent une forme quelconque d'éducation préscolaire, avec des écarts importants entre les zones rurales (4 %) et les zones urbaines (19 %). Plus des deux tiers des écoles maternelles sont en mauvais état. La participation aux programmes de la petite enfance est la plus courante à Bakou (20 %), mais reste presque inexistante dans le sud du pays, où elle concerne moins de 1 % des enfants. Afin de remédier à cette situation, le gouvernement a mis l'accent sur la progressive généralisation de l'accès à l'année préparatoire pour les enfants âgés de cinq ans. Selon les données gouvernementales, en 2017, 65 % des élèves de cet âge fréquentaient des classes préparatoires, l'objectif étant de porter ce pourcentage à 90 % en 2020.
- 14 Au niveau de l'enseignement général, le problème majeur s'avère être la qualité. Les faibles performances des élèves s'expliquent, entre autres, par les faibles salaires des enseignants (200 à 250 € par mois), ce qui continue à pousser les meilleurs enseignants soit à quitter le secteur de l'éducation pour des emplois plus lucratifs, soit à donner des cours privés au détriment de la qualité de leur poste principal. Cela crée entre les familles une inégalité d'accès et de qualité d'enseignement et nuit à la qualité de l'éducation publique dans son ensemble. Des mesures gouvernementales de remédiation, notamment pour améliorer l'attractivité du métier de l'enseignant, ont été introduites. L'année 2018 a été déclarée « année de la qualité de l'éducation ». Des bourses complémentaires ont été offertes aux étudiants affichant les meilleurs résultats au baccalauréat qui choisissent les filières des métiers de l'enseignement. Ainsi en 2018, plus de 2 000 étudiants avec un score de plus de 500 points (sur 700) ont choisi ces filières, alors qu'ils n'étaient que quelques-uns à le faire auparavant.

- 15 Les résultats 2016 de l'enquête PILRS sur la lecture, comparés à ceux de 2011, montrent une amélioration de 10 points du score moyen pour les élèves azéris (462 vs 472) ; le pourcentage du groupe au niveau de performance « très élevé » est passé de 0 % à 2 %, celui du groupe au niveau « élevé » de 9 % à 16 %, et celui du groupe au niveau « faible » a baissé de 37 % à 27 %.
- 16 En raison des faibles salaires dans la profession, la majorité du personnel enseignant et de direction étaient jusqu'à présent des femmes (à plus de 95 %). Les revalorisations des salaires mises en place au cours des deux dernières années ont permis de légèrement infléchir la tendance en attirant davantage d'hommes dans la profession.
- 17 Dans son processus de réformes, le gouvernement azéri s'appuie beaucoup sur les pratiques internationales. Cependant, compte tenu du contexte local, certaines réformes n'aboutissent pas toujours aux résultats attendus et il s'avère parfois nécessaire de revenir, quelques années plus tard, sur les mesures mises en place. Ainsi de nombreuses expérimentations dans le domaine de l'évaluation n'ont pas apporté les fruits attendus : la réforme du système de notation et les évaluations sommatives au niveau de l'école primaire ont dû être annulées totalement ou en partie, en raison de la complexité de leur mise en œuvre.
- 18 Parmi les réformes réussies, on pourrait citer : la mise en place d'outils numériques pour la gestion du système éducatif et le renforcement de la culture numérique des élèves, la rénovation des anciens bâtiments scolaires, le soutien aux élèves talentueux à travers des concours académiques nationaux et internationaux et enfin la création de différentes filières au niveau du lycée.
- 19 Le soutien des élèves talentueux se fait à travers les Olympiades (compétitions portant sur les performances académiques). Au ministère de l'Éducation, un département dédié s'occupe de l'organisation des Olympiades au niveau national ; les meilleurs élèves repérés dans ces concours participent ensuite aux compétitions internationales. Des centres spécifiques visant à préparer les élèves à ces compétitions existent partout dans le pays. En 2017, 30 000 élèves ont concouru. Les lauréats peuvent entrer sans examen à l'université en Azerbaïdjan ou poursuivre leurs études dans les meilleures universités à l'étranger.
- 20 Sous l'influence des tendances internationales, le gouvernement commence à prêter attention aux besoins des enfants à capacités réduites. En décembre 2017, un nouveau programme national pour le développement d'une éducation inclusive pour les personnes à capacités réduites a été adopté, pour la période 2018-2024. Son objectif est de fournir à ces élèves un accès égal et un environnement propice à l'apprentissage à tous les niveaux de l'éducation.
- 21 Parmi les projets innovants du gouvernement, l'un des axes prioritaires concerne le renforcement de l'enseignement de l'informatique, l'introduction des outils numériques à des fins pédagogiques et pour une gestion plus efficace du système éducatif. 5 000 élèves de 40 établissements scolaires devraient être concernés par le nouveau projet du ministère de l'éducation concernant l'enseignement de l'informatique, basé sur le développement de la pensée algorithmique et de la logique, l'apprentissage des bases de la programmation et le développement de la curiosité.
- 22 Le ministère de l'éducation a mis au point de nombreuses ressources électroniques qui simplifient la vie des citoyens : un portail pour recevoir les réclamations de la population [www.qebul.edu.az], un portail pour simplifier la procédure de transfert

d'étudiants entre différentes universités [www.transfer.edu.az] qui a permis, depuis 2016, à plus de 11 000 étudiants d'être réaffectés grâce à cette plateforme ; un portail d'enregistrement électronique des demandes d'admission en première année d'enseignement primaire [www.mektebeqebul.edu.az], un portail de manuels électroniques [www.e-derslik.edu.az], etc. Les manuels électroniques ont été développés pour différentes matières et complétés par des vidéos interactives. Le portail [www.e-test.edu.az] a permis d'organiser des compétitions interactives entre étudiants dans différentes matières (la base de données du portail contient plus de 3 000 questions dans neuf matières).

- 23 L'un des chantiers majeurs des dernières réformes était la rénovation des bâtiments scolaires, notamment dans les régions les plus reculées du pays. 2 500 établissements ont été construits dans différents régions du pays et des travaux de réfection et de restauration importants ont été menés à bien dans les établissements existants. Des établissements de petite taille ont été regroupés et de nouvelles structures ont été mises en place. 100 nouveaux bâtiments, de type « modulaire »², concernant 5 100 élèves, ont vu le jour dans ce cadre en 2017. Le programme s'est poursuivi en 2018, avec la construction de 237 autres nouveaux établissements scolaires.
- 24 Sur la base des pratiques internationales, des filières spécialisées ont été créées au niveau du lycée : en sciences et techniques, en sciences économiques, en sciences humaines et en sciences naturelles. En 2018, 40 % des lycéens (souvent sélectionnés parmi les meilleurs) dans 720 établissements étaient inscrits dans ces parcours spécialisés, les autres restant dans les filières générales.

La formation professionnelle et l'enseignement supérieur : l'influence des pratiques internationales

- 25 En ce qui concerne la formation technique et professionnelle, secteur dont la qualité a le plus souffert lors de la période de transition, des mesures importantes ont été mises en place afin de permettre sa mise à niveau. D'anciens lycées professionnels ont été transformés en centres polyvalents de formation technique et professionnelle, de nouveaux locaux flambants neufs venant remplacer les vieux bâtiments de l'ère soviétique dans les principales villes du pays (Bakou, Ganja et Gabala). Des simplifications institutionnelles et administratives ont été opérées, afin de rendre l'accès à ce niveau de formation plus facile et plus transparent. Ainsi, les modalités d'inscriptions pour les étudiants de première année ont été simplifiées et les textes réglementaires sont actuellement revus par le ministère de l'Éducation, afin de rendre plus flexibles les passerelles entre différentes formations professionnelles et vers les filières d'enseignement supérieur.
- 26 Afin d'améliorer la gestion du secteur et de permettre sa modernisation sur la base des meilleures pratiques internationales, une agence publique de la formation professionnelle a été créée par décret présidentiel en 2016. L'agence bénéficie actuellement d'un important projet d'assistance technique financée par la Commission européenne, qui devrait permettre le partage d'expérience avec les experts européens et le renforcement des capacités de ses personnels.

- 27 Les statistiques récentes montrent une amélioration du niveau académique des étudiants qui choisissent les filières professionnelles, ce qui témoigne de l'impact positif des mesures mises en œuvre par le ministère.
- 28 Au niveau de l'enseignement supérieur, les transformations ont été marquées par l'introduction du processus de Bologne et par la réforme de la structure des diplômes qui s'en est suivie. Afin d'aider à la mise en œuvre effective de cette réforme, l'Union européenne a soutenu le gouvernement azéri à travers de nombreux projets dans le cadre du programme Tempus (devenu récemment Erasmus Plus) et du programme de jumelage institutionnel³. Ces projets ont permis de former le personnel enseignant des universités et du ministère de l'Éducation aux principes fondateurs de l'espace commun d'enseignement supérieur européen et de partager de pair à pair les meilleures pratiques dans ce domaine.
- 29 Ainsi, l'ancien diplôme unique de l'époque soviétique obtenu en cinq ans d'études (dit « diplôme de spécialiste ») a été remplacé par les diplômes de *bachelor* et de master. En ce qui concerne les études de 3^e cycle (niveau doctorat), l'ancien système soviétique est encore en place, mais le ministère de l'Éducation, avec l'aide d'experts internationaux, prépare de futures réformes.
- 30 Le taux de participation à l'enseignement supérieur en Azerbaïdjan, comparé à d'autres pays, est faible. Afin de permettre l'accès des étudiants issus de familles modestes à ce niveau d'enseignement, à l'initiative du ministère de l'éducation, le Fonds de prêt étudiant *Maarifchi* a été créé et douze établissements d'enseignement supérieur y participent actuellement. La Fondation a octroyé des prêts d'études à 170 étudiants issus de familles à faibles revenus. Ce dispositif a pour mission principale de créer l'égalité des chances et d'élargir l'accès à l'enseignement supérieur.
- 31 Un autre projet phare réalisé récemment par le gouvernement a été la création, au sein de certaines filières universitaires, des groupes *Sabah* (« Avenir »). Créés en 2014-2015 au sein des 34 filières de formation dans sept universités, ils ont été élargis aux 46 filières dans douze universités, à destination de 2 300 étudiants impliquant 650 enseignants. Ces groupes permettent d'offrir des enseignements du niveau académique supérieur aux étudiants les plus talentueux.
- 32 Dans le cadre du programme national pour l'éducation à l'étranger de la jeunesse azerbaïdjanaise 2007-2015, 3 558 étudiants azéris ont été formés dans les universités les plus prestigieuses du monde. D'autre part, selon le ministre, plus de six mille étudiants étrangers originaires de 76 pays étudient dans des universités azerbaïdjanaises.
- 33 En ce qui concerne la recherche, la majeure partie des travaux se faisait, à l'époque soviétique, à l'Académie des sciences. Les universités et autres établissements d'enseignement supérieur avaient pour mission unique la formation et la préparation à l'emploi. Le rapprochement entre les universités et l'Académie des sciences est aujourd'hui en cours, afin de permettre la transformation progressive vers le modèle occidental, où la recherche se fait beaucoup au sein des universités.
- 34 Afin de soutenir les activités de recherche des enseignants, le ministère de l'éducation a passé un contrat avec une société privée, *Clarivate Analytics*. Durant les trois dernières années, cette société a organisé 42 formations à destination de 2 000 enseignants universitaires à Baku, Ganja et Nakhchivan. Ce projet a permis d'augmenter de 40 % le nombre d'articles publiés par des enseignants azéris dans les revues internationales du *Web of Science*.

- 35 En conclusion, on pourrait noter que les réformes et les efforts matériels et financiers déployés par le gouvernement azéri, ces trente dernières années, pour améliorer la qualité du système éducatif national sont indéniablement d'une envergure importante. L'ensemble des problèmes est encore loin d'être résolu : les salaires des enseignants restent faibles, leur niveau de qualification initiale et l'accès à la formation continue ne sont pas toujours à la hauteur de la qualité requise... Néanmoins, les progrès accomplis témoignent des avancées réalisées et montre l'importance que le gouvernement accorde au développement du secteur.
- 36 Lors du dernier forum des affaires de l'Union européenne en Azerbaïdjan, qui s'est tenu en juin 2019 à Bakou, une enquête mesurant la satisfaction des entreprises européennes par le climat des affaires en Azerbaïdjan a placé la qualité de l'éducation parmi les cinq domaines qui empêchent leur développement dans le pays. Selon cette enquête, la qualité du système éducatif, notamment l'enseignement technique professionnel et l'enseignement supérieur, devrait être renforcée pour une meilleure adéquation avec les besoins d'un monde économique en constant changement. Ceci invite à poursuivre les réformes du secteur dans les années qui viennent.

NOTES

1. Ceci permettrait de porter la durée de l'enseignement général à 12 ans, comme dans la plupart des pays occidentaux.
2. Il s'agit de bâtiments basés sur des techniques de construction rapide à partir de matériaux disponibles sur place, permettant une installation facile et adaptable à tout type de terrain, les aménagements intérieurs permettant d'agrandir les salles de classe en tant que de besoin.
3. L'Azerbaïdjan a bénéficié de deux projets dans le cadre de ce programme (en 2015-2017 et 2018-actuellement).

INDEX

Index géographique : Azerbaïdjan

Palabras claves : sistema educativo, política educacional, calidad de la enseñanza, reforma de la educación, resultado escolar, enseñanza superior

Mots-clés : système éducatif, politique éducative, qualité de l'enseignement, réforme de l'enseignement, résultat scolaire, enseignement supérieur

Keywords : educational system, educational policy, teaching quality, educational reform, school scores, higher education

AUTEUR

LISA BYDANOVA

Lisa Bydanova est chargée de programme au département Coopération en éducation de France Éducation internationale, actuellement en mission longue en Azerbaïdjan pour coordonner un projet européen de jumelage avec le ministère de l'éducation de ce pays (avril 2018-avril 2020). Titulaire d'un doctorat obtenu à l'Institut de recherche en économie et sociologie de l'éducation (IREDU) de l'Université de Bourgogne, elle est chargée à France Éducation internationale des projets concernant l'enseignement supérieur des pays de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS. En outre, elle mène des activités de recherche et d'enseignement sur l'analyse des politiques éducatives notamment dans les pays post-soviétiques. Courriel : Bydanova@ciep.fr